

---

Rapport Financier

---

2017



---

# 2017 : nouvelle année de croissance

---



**PAUL GEORGES DESPATURE,**  
Président du Conseil d'Administration.

Edify a enregistré en 2017 une forte croissance. Son chiffre d'affaires et son résultat opérationnel courant ont progressé de plus de 10 %, sa capacité d'auto-financement de près de 17 %. Ces performances font suite à une année 2016 elle-même en fort développement.

La fin de l'année a été marquée par une acquisition importante, celle de Thermocompact, l'un des spécialistes des fils de haute technicité et du revêtement de surface par métaux précieux.

Avec un chiffre d'affaires de 90 M€ et de nombreux projets, c'est une nouvelle ETI à fort potentiel qui vient étoffer le portefeuille d'Edify. En décembre, Thermocompact a repris l'activité de production de scies et fils diamantés de Diamond Materials Tech., lui facilitant l'accès au marché américain pour l'ensemble de ses activités.

De son côté, Zurflüh-Feller a acquis la société Eckermann et devient ainsi n° 2 sur le marché allemand des composants pour stores et volets roulants.

Sur le plan des cessions, nous avons réalisé nos participations dans Babeau-Seguin et Sofilab avec des multiples de 2,4 et 2,2.

Mais notre croissance future et la réalisation de nos ambitions passent par la mise en place de nouveaux moyens humains et financiers.

Ainsi, l'équipe d'Edify s'est enrichie de plusieurs nouveaux collaborateurs, dont un directeur. Notre capacité d'accompagnement de nos participations et de recherche de nouvelles opportunités en sera renforcée.

Nous avons accru nos moyens financiers en portant nos lignes de crédit de 63 à 120 M€. Toutes les banques qui nous avaient accompagnés en 2016 nous ont renouvelé leur confiance.

Il nous paraît également opportun de diversifier nos sources de financement et d'en allonger la maturité. C'est pourquoi nous avons signé début 2018 un premier placement privé obligataire, sursouscrit pour un montant de 50 M€ à 7 ans au taux fixe de 3,75 %. Cette émission permettra à Edify d'augmenter ses capacités d'investissement et d'accélérer son rythme de croissance.

A fin décembre 2017, notre Actif Net Réévalué atteignait 440 M€, soit plus de 90 € par action. Depuis décembre 2014, date de la création d'Edify, il a progressé de 50 %.

En trois ans, Edify a réalisé un beau parcours. Les fondements de notre positionnement original et différenciant sont maintenant bien en place : Edify, c'est une culture entrepreneuriale, une grande expérience des entreprises familiales, des savoir-faire industriels, stratégiques et managériaux.

Je remercie l'équipe Edify pour sa motivation et son engagement sans faille au service de notre développement.

---

## EDIFY – INVESTMENT PARTNER

Edify est une holding industrielle qui investit dans des PME et des ETI pour les développer et les accompagner dans la durée.

Précédemment « Somfy Participations », Edify trouve son origine en 2006 au sein du groupe Somfy. Edify est cotée sur le marché Euro MTF de la Bourse de Luxembourg depuis le 19 décembre 2014.

---



---

# Sommaire

---

**04**

**RELATION ACTIONNAIRES**

**05**

**ORGANISATION**

**06**

**PANORAMA DES COMPTES**

**08**

**RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS  
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2018**

09 – Faits marquants de l'exercice

10 – Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

11 – Présentation des comptes

12 – Événements post-clôture

12 – Informations sur les activités en matière  
de recherche et de développement

12 – Informations sur les risques

13 – Informations sur les acquisitions d'actions propres

13 – Existence de succursale

13 – Développement futur probable

13 – Affectation du résultat

**14**

**DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

15 – Compte de résultat consolidé

16 – Bilan consolidé actif

17 – Bilan consolidé passif

18 – Tableau des flux de trésorerie

19 – Général

19 – Faits marquants

19 – Événements post-clôture

19 – Annexes aux documents comptables consolidés

**41**

**RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ**

42 – Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

43 – Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires



---

# Relation actionnaires

---

## CAPITAL

Le capital d'Edify S.A. (ci-après Edify) au 31 décembre 2017 s'élève à 4 860 000,00 €, divisé en 4 860 000 actions de 1 € nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Dans le cadre des autorisations qui lui sont accordées, la société détient 1 328 actions Edify au 31 décembre 2017. Ces actions propres sont détenues par la société afin d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2017, la société a émis 474 859 parts bénéficiaires, représentant un total de 4 835 138,08 €.

La société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital.

## COTATION

Edify est une société anonyme cotée sur le marché organisé Euro MTF de la Bourse de Luxembourg depuis le 19 décembre 2014 pour une valeur d'introduction de 50 €.

Le cours moyen de l'action de l'année 2017 est de 51,19 € et le cours de clôture s'élève à 57,01 €.

## CONTRAT

Edify a conclu, le 11 décembre 2014 un contrat d'apporteur de liquidité avec Kepler Capital Market.

## CALENDRIER FINANCIER 2018

<b>28 mars</b>	Publication des résultats de l'année 2017
<b>17 mai</b>	Assemblée Générale
<b>24 mai</b>	Publication du chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2018
<b>27 septembre</b>	Publication des résultats du 1 <sup>er</sup> semestre 2018
<b>29 novembre</b>	Publication du chiffre d'affaires du 3 <sup>e</sup> trimestre 2018



# Organisation

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

**PAUL GEORGES DESPATURE**

Vice-Président

**WILFRID LE NAOUR**

Membres du Conseil d'Administration

**VICTOR DESPATURE**

**RUDOLF D. GRAF**

**FRÉDÉRIC GENET**

**AGNÈS LARUELLE**

## COMITÉ D'AUDIT

Président

**VICTOR DESPATURE**

Membre

**AGNÈS LARUELLE**

## COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Président

**PAUL GEORGES DESPATURE**

Membres

**FRÉDÉRIC GENET**

**WILFRID LE NAOUR**

## COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Président

**WILFRID LE NAOUR**

Membres

**JEAN GUILLAUME DESPATURE**

**ANTHONY STAHL**

## RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

**ERNST & YOUNG S.A.**



De gauche à droite :

**FRÉDÉRIC GENET,**

Ancien Administrateur Délégué de Société Générale Bank & Trust Luxembourg.

**WILFRID LE NAOUR,**

Vice-Président du Conseil d'Administration d'Edify et précédemment Directeur Général de Somfy.

**PAUL GEORGES DESPATURE,**

Président du Conseil d'Administration d'Edify. Précédemment Président du Directoire de Somfy et Président du Conseil de Surveillance de Damartex.

**AGNÈS LARUELLE,**

Membre du Comité Exécutif de MDO Management Company à Luxembourg.

**RUDOLF D. GRAF,**

Président du Conseil d'Administration de AFG Arbonia.

**VICTOR DESPATURE,**

Membre du Conseil de Surveillance de Somfy et Président du Groupe MCSA.

## CONTACTS

Edify

**VALÉRIE MARQUES**

Directeur Financier

Téléphone : +352 24 83 16 21

E-mail : vmarques@edify-investmentpartner.com

Shan

**FRANÇOIS-XAVIER DUPONT**

Téléphone : +331 44 50 58 74

E-mail : fx.dupont@shan.fr



---

Panorama

---

# DES COMPTES



# Panorama des comptes

Données en millions d'euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Actif Net Réévalué au 31 décembre	440,1	385,4
Chiffre d'affaires consolidé	461,9	413,7
EBITDA consolidé	57,7	52,6
Résultat Opérationnel Courant consolidé	40,4	36,6
Résultat opérationnel consolidé	29,6	27,5
Résultat net consolidé	21,4	16,3
Capacité d'autofinancement consolidée	46,6	39,9
Endettement Financier Net consolidé au 31 décembre	88,9	22,6
Trésorerie Edify S.A. au 31 décembre	17,9	9,3
Capacité d'endettement confirmée Edify S.A. au 31 décembre	90,0	63,0

Les comptes consolidés 2017 d'Edify intègrent trois mois de l'activité de Thermo Technologies, holding de Thermocompact, alors que la totalité de son prix d'acquisition impacte l'Endettement Financier Net consolidé 2017.



# Rapport de gestion

# DES ADMINISTRATEURS

<b>FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE</b>	<b>09</b>
Acquisition de Thermocompact	
Acquisition d'Eckermann	
Acquisition de Diamond Materials Tech.	
Pleine propriété de la totalité des titres de Pellenc S.A.	
Cession de la participation dans le Groupe La Buvette	
Cession de la participation dans Babeau-Seguïn	
Convention de crédit	
Émission de parts bénéficiaires	
<b>ACTIF NET RÉÉVALUÉ DU PORTEFEUILLE D'EDIFY</b>	<b>10</b>
Methodologie	
Valorisation du portefeuille d'Edify	
<b>PRÉSENTATION DES COMPTES</b>	<b>11</b>
Période comptable	
Données sociales	
Données consolidées	
<b>ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE</b>	<b>12</b>
<b>INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT</b>	<b>12</b>
<b>INFORMATIONS SUR LES RISQUES</b>	<b>12</b>
Risques relatifs à l'activité d'Edify :	
l'investissement en capital dans les sociétés non cotées	
Risques propres aux principales participations contrôlées	
<b>INFORMATIONS SUR LES ACQUISITIONS D' ACTIONS PROPRES</b>	<b>13</b>
<b>EXISTENCE DE SUCCURSALE</b>	<b>13</b>
<b>DÉVELOPPEMENT FUTUR PROBABLE</b>	<b>13</b>
<b>AFFECTATION DU RÉSULTAT</b>	<b>13</b>



# Rapport de gestion des administrateurs

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2018

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le Conseil d'Administration vous a réunis pour vous rendre compte de la gestion de votre société et des sociétés de son portefeuille et soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 31 décembre 2017.

**EDIFY S.A.** est une holding industrielle cotée sur le marché Euro-MTF de la bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour la balnéothérapie, les piscines et les tanks à lait), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), les **Usines Métallurgiques de Vallorbe** (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Thermocompact** (l'un des spécialistes des fils de haute technicité (notamment pour l'usinage par électroérosion) et du revêtement de surface par métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Ligier** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis), et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

## Faits marquants de l'exercice

### ACQUISITION DE THERMOCOMPACT

Le 22 septembre 2017, Edify a conclu l'acquisition de la totalité du capital de Thermo Technologies, holding de contrôle de Thermocompact, l'un des spécialistes des fils de haute technicité (notamment pour l'usinage par électroérosion) et du revêtement de surface par métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique. Une Offre Publique d'Achat suivie d'un retrait obligatoire ont été réalisés au cours du dernier trimestre 2017 permettant à Thermo Technologies de détenir 100 % des titres de Thermocompact au 31 décembre 2017.

### ACQUISITION D'ECKERMANN

Le 20 juillet 2017, Zurflüh-Feller a acquis la société Eckermann lui permettant de devenir le n° 2 sur le marché allemand des composants pour stores et volets roulants.

### ACQUISITION DE DIAMOND MATERIALS TECH.

Le 7 décembre 2017, Thermocompact a repris l'activité de production de scies et fils diamantés de la société Diamond Materials Tech. lui facilitant ainsi l'accès au marché américain pour l'ensemble de ses activités.

### PLEINE PROPRIÉTÉ DE LA TOTALITÉ DES TITRES DE PELLENC S.A.

Comme convenu, l'usufruit temporaire détenu par Roger Pellenc et ses associés, portant sur 51,36 % des titres de la société Pellenc S.A., est arrivé à échéance en avril 2017. En conséquence, Edify est devenue à cette date détentrice de la pleine propriété de la totalité des titres de la société.



## CESSION DE LA PARTICIPATION DANS LE GROUPE LA BUVETTE

Le 27 juillet 2017, Edify a cédé sa participation de 25 % dans Sofilab 4, holding de détention de La Buvette, leader des matériels d'abreuvement et de contention pour les bovins, ovins, caprins et équins. Cette cession a dégagé un multiple de 2,2 fois la mise de fonds initiale.

## CESSION DE LA PARTICIPATION DANS BABEAU-SEGUIN

Le 12 décembre 2017, Edify a cédé sa participation minoritaire dans Babeau-Seguin, constructeur de maisons individuelles. Cette cession a dégagé un multiple de 2,4 fois la mise de fonds initiale.

## CONVENTION DE CRÉDIT

Afin de financer sa stratégie de croissance, Edify s'est doté de moyens financiers supplémentaires en portant sa ligne de crédit disponible de 63 M€ à 120 M€. L'opération a été arrangée par le Groupe Crédit Mutuel-CM11.

## ÉMISSION DE PARTS BÉNÉFICIAIRES

Sur l'année 2017, Edify a émis 15 679 parts bénéficiaires au prix de 15,52 € chacune représentant un total de 243 338,08 €.

## Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

### MÉTHODOLOGIE

L'Actif Net Réévalué d'Edify est la somme :

- des actifs financiers détenus par Edify S.A. réévalués à leur juste valeur suivant les méthodes définies ci-dessous,
- des disponibilités de la holding Edify S.A. auxquelles viennent se soustraire ses engagements financiers.

Les actifs financiers définis comme des créances obligataires sont évalués pour leur valeur nominale incluant les intérêts capitalisés.

Concernant les sociétés non consolidées, la valeur comptable a été retenue. Concernant les titres de participation consolidés par intégration globale, intégration proportionnelle ou par mise en équivalence, les méthodes d'évaluation choisies sont les suivantes :

### TITRES DE SOCIÉTÉS NON COTÉES

Pour chaque participation, la valeur d'entreprise est évaluée par les méthodes habituelles, à savoir :

### La méthode des multiples de comparables boursiers

Un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que les sociétés à évaluer et pour lesquelles les analystes publient régulièrement leurs recherches et leurs estimations, est déterminé pour chaque société à valoriser. Il est stable dans le temps et n'est ajusté que dans le cas où un comparable n'est plus pertinent. Les multiples des sociétés de l'échantillon sont calculés à partir (i) de la capitalisation boursière moyenne sur les 20 dernières séances précédant l'évaluation et de la dette nette estimée à la date d'évaluation par les analystes et (ii) des estimations d'EBITDA et d'EBITA (Résultat Opérationnel Courant hors dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués lors des acquisitions) pour l'année en cours et les deux années suivantes issues des consensus d'analystes les plus récents à la date d'analyse. Une décote peut être appliquée sur certains multiples pour tenir compte de la taille plus réduite de la société évaluée par rapport aux sociétés de l'échantillon. La moyenne des multiples d'EBITDA et d'EBITA des sociétés de l'échantillon présentant des perspectives de croissance similaires à celles de la société à évaluer est appliquée à l'EBITDA et à l'EBITA récurrents de la société évaluée pour l'année en cours et les deux années suivantes. La valeur d'entreprise retenue est calculée en faisant la moyenne des valorisations obtenues par application de ces multiples aux agrégats des participations.

### La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF)

Cette méthode consiste à déterminer la valeur actuelle des flux de trésorerie qu'une société dégagera dans le futur. Les projections de flux de trésorerie, établies en relation avec le management de l'entreprise concernée, intègrent une analyse critique du plan d'affaires de ces sociétés. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendue des capitaux engagés (fonds propres et dettes nécessaires au financement de l'activité) compte tenu des caractéristiques de la société (secteur, taille, exposition pays). Il est calculé à partir des données financières recueillies pour le même échantillon que celui servant pour les multiples. Les projections de flux de trésorerie correspondent par ailleurs à celles qui sont utilisées pour les tests de dépréciation.

### Choix de la méthode

Lorsque la société évaluée est mature sur son marché, la valeur d'entreprise est calculée en faisant la moyenne de la valeur obtenue par la méthode des comparables boursiers et de celle obtenue par la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en s'assurant de la convergence des valeurs obtenues par les deux méthodes.

Pour les participations dont la majeure partie de la croissance future porte sur un nouveau marché (changement de stratégie) ou en retournement, la valeur d'entreprise est calculée à partir de la méthode DCF.



Cette analyse multicritère permet de tenir compte de la connaissance intrinsèque par Edify, de ses participations et, de l'approche d'investissement à moyen terme d'Edify.

La valeur d'entreprise ainsi calculée est minorée ou majorée des actifs et passifs hors exploitation, évalués à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché si celle-ci peut être déterminée de manière fiable, et de l'endettement financier net, ce qui donne la valeur réévaluée de la participation à 100 %. Les dettes financières sont évaluées à leur valeur nominale majorée des intérêts courus. La valeur de la participation dans l'Actif Net Réévalué est obtenue en appliquant le pourcentage de détention d'Edify à la date de l'évaluation. Une décote de minorité peut être appliquée dans le cas de certaines participations ne donnant pas le contrôle et/ou de contrôle réduit.

### LES TITRES DE SOCIÉTÉS COTÉES

Ils sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des 20 dernières séances boursières précédant l'évaluation.

### LES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Les nouveaux investissements, filiales et participations cotées ou non cotées, sont valorisés à leur prix de revient pendant les 12 premiers mois qui suivent leur acquisition. Après leur acquisition, les filiales établissent des comptes consolidés annuels, certifiés par les auditeurs externes, et actualisent leurs plans d'activité et leurs prévisions de résultat pour l'exercice suivant la date de leur acquisition.

La méthodologie présentée ci-dessus est conforme avec les « International Private Equity and Venture Capital Valuation guidelines » (« IPEV ») approuvés par les principales associations professionnelles de capital investissement du monde.

## VALORISATION DU PORTEFEUILLE D'EDIFY

L'Actif Net Réévalué<sup>1</sup> d'Edify s'élève à 440,1 M€ à fin décembre 2017 et à 90,60 € par action, en progression de 14,2 % par rapport l'année dernière grâce notamment aux bonnes performances des sociétés.

## Présentation des comptes

### PÉRIODE COMPTABLE

L'exercice social est de 12 mois calendaires.

### DONNÉES SOCIALES

Au 31 décembre 2017, la perte d'exploitation d'Edify s'élève à 5,1 M€ comprenant essentiellement les frais de fonctionnement. Le résultat financier s'élève quant à lui à 35,7 M€ et est composé majoritairement de dividendes et d'intérêts. Le bénéfice net est de 30,4 M€.

### DONNÉES CONSOLIDÉES

#### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de l'ensemble consolidé ressort à 461,9 M€ sur l'exercice 2017, en croissance de 11,7 % et 5,9 % à périmètre constant.

La tendance s'est inscrite en hausse chez Gaviota, sur la quasi-totalité des territoires et chez Pellenc en particulier en Europe du Sud et en Amérique du Nord. Elle est demeurée bien orientée chez Zurflüh-Feller, en raison du dynamisme du marché français de la construction et d'une plus forte pénétration du marché allemand. L'activité a également crû - de manière modérée - chez de Buyer et aux Usines Métallurgiques de Vallorbe.

#### RÉSULTAT

L'EBITDA de l'ensemble consolidé ressort à 57,7 M€ sur l'exercice, en augmentation de 9,7 %, et le résultat opérationnel courant à 40,4 M€, en hausse de 10,4 %. Ils ont représenté respectivement 12,6 % et 8,7 % du chiffre d'affaires. La progression de la rentabilité résulte d'améliorations au sein de presque toutes les participations.

Le résultat net s'inscrit, quant à lui, en augmentation de 31,9 %, à 21,4 M€. Il a été affecté par une dépréciation sur les Usines Métallurgiques de Vallorbe, à la suite d'un impairment test, et a bénéficié, à l'inverse, des plus-values de cession des titres de Babeau-Seguín et Sofilab.

Le désendettement des sociétés en portefeuille s'est établi à 27,8 M€ malgré un programme d'investissements soutenu de 26 M€.

1. L'Actif Net Réévalué communiqué ne tient pas compte de la décote de holding. Il résulte de la combinaison des méthodes de valorisations usuelles (capitalisation sur la base des multiples des sociétés cotées comparables, actualisation des cash-flows futurs).



## STRUCTURE FINANCIÈRE

L'Endettement Financier Net de l'ensemble consolidé s'établit à 88,9 M€ à fin 2017 contre 22,6 M€ à fin 2016. Cet accroissement comprend notamment :

- des flux liés aux opérations d'acquisitions nets des cessions pour 90,8 M€,
- un désendettement des sociétés du portefeuille à hauteur de 27,8 M€.

Cet Endettement Financier Net de 88,9 M€ représente moins de 1,5 fois l'EBITDA consolidé pro-forma<sup>2</sup> d'Edify. La solidité de sa structure financière, couplée à une capacité de mobilisation de ses lignes de crédit à hauteur de 90 M€, donne à Edify la flexibilité financière nécessaire pour saisir des opportunités d'investissement qui se présenteraient dans les prochains mois et poursuivre ainsi sa croissance.

## Événements post-clôture

Il n'y a pas d'événement post-clôture à mentionner.

## Informations sur les activités en matière de recherche et de développement

La « Recherche et Développement » est un élément majeur de la croissance et du développement par l'innovation. Les sociétés du portefeuille d'Edify ont, pour la plupart, une politique d'innovation active. Le groupe Pellenc, dont l'innovation est un facteur clé de succès et de croissance, compte plus de 145 ingénieurs et techniciens en R&D et dispose d'un portefeuille de plus de 150 familles de brevets dont 95 sont actives.

## Informations sur les risques

### RISQUES RELATIFS À L'ACTIVITÉ D'EDIFY : L'INVESTISSEMENT EN CAPITAL DANS LES SOCIÉTÉS NON COTÉES

Les principaux risques sont les suivants :

- Le risque lié à la valorisation des actifs non cotés qui peut s'avérer in fine différente de la valeur de réalisation éventuelle.

2. Prise en compte de 12 mois de Thermocompact.

- Le risque lié à l'instruction des projets d'investissement : L'activité de prise de participations dans une entreprise expose Edify à un certain nombre de facteurs de risques pouvant se traduire à terme par une perte de valeur sur l'investissement. Parmi ces aléas on peut distinguer, entre autres :

– La surévaluation de la valeur de l'entreprise cible à l'acquisition, du fait par exemple :

- de la non-détection d'un passif substantiel, ou d'une mauvaise appréciation de la valeur de certains éléments d'actif,

- de la remise en question du modèle économique de l'entreprise cible (i.e. rupture technologique, évolution réglementaire défavorable...), et de tout autre aléa susceptible de remettre en cause la cohérence et la fiabilité du plan d'affaires du management,

– le manque de fiabilité des informations et des données comptables et financières relatives à la société cible : ces informations communiquées pendant l'instruction du projet d'investissement peuvent être erronées, et ceci de manière délibérée ou non ;

– les litiges et contentieux susceptibles de survenir avec les vendeurs ou les tiers : ceux-ci pouvant être liés par exemple à la non-solvabilité du vendeur et de ses garants éventuels (rendant difficile la mise en œuvre de la ou des garanties), ou encore au changement de contrôle (menaçant par exemple les termes contractuels avec des fournisseurs ou clients clés).

- Le risque de liquidité : les participations non cotées sont par nature moins liquides que les actifs cotés.

• Le risque lié au marché de la dette : Edify finance partiellement certaines de ses opérations d'acquisition par de la dette (i.e. effet de levier). Dans le cadre de ce type d'opération, Edify acquiert généralement la participation cible par l'intermédiaire d'une société holding dédiée, partiellement financée par de la dette, le plus souvent bancaire. La disponibilité et le coût des financements bancaires ou assimilés sont variables dans le temps. L'indisponibilité ou le coût trop élevé de ces financements peuvent rendre temporairement impossibles ou peu attractives les opérations à effet de levier.

- Le risque de change qui est directement lié aux montants investis dans des sociétés conduisant leurs activités dans des devises autres que l'euro, notamment le franc suisse.

• L'environnement macro-économique : une évolution défavorable de l'environnement économique et une dégradation de la conjoncture économique, notamment en Europe, peuvent altérer les conditions d'investissement, de trans-



formation, de valorisation, et de cession des participations d'Edify.

- Le management d'Edify est de taille réduite, ce qui peut générer un risque de dépendance à l'égard de quelques personnes clés.

## RISQUES PROPRES AUX PRINCIPALES PARTICIPATIONS CONTRÔLÉES

Les principaux risques sont les suivants :

- Les risques liés à l'environnement économique : des perspectives conjoncturelles défavorables sont susceptibles d'impacter négativement les performances futures de certaines participations. Les principales participations fournissent des produits aux intervenants de secteurs aussi divers que la viticulture, la maintenance d'espaces verts, le bâtiment (résidentiel et commercial), l'industrie forestière, le marché du revêtement de surface et les marchés des fils EDM et des fils spéciaux. Les fondamentaux de certaines participations les rendent plus sensibles aux cycles économiques, d'autres ont des modèles économiques plus résilients.
- Les risques liés aux secteurs d'activité des participations : en raison de la composition du portefeuille d'Edify, certains risques sont très spécifiques et sont inhérents aux principales participations contrôlées :
  - Aléas climatiques : les activités viticoles et oléicoles sont susceptibles d'être affectées par une météo défavorable dans les zones de production. Parallèlement, un défaut d'ensoleillement aura un impact négatif sur les activités de fourniture de moteurs pour couverture de piscine.
  - Marché de la construction : la performance des participations liées au bâtiment sont dépendantes de l'activité de ce secteur, notamment en France et en Espagne.
  - Marché du lait : les participations fournissant le secteur de la production laitière sont exposées aux variations des cours du lait, notamment en Europe.
- Le risque lié à la dépendance vis-à-vis des personnes clés dans les participations, ce qui pourrait avoir des impacts sur la conduite des opérations et la poursuite de la stratégie de la participation.
- Le risque industriel : la spécialisation des sites de production par activité, nécessaire à l'optimisation de la compétence des équipes et à la productivité, pourrait faire peser sur certaines participations un risque lié à l'arrêt accidentel d'une usine de fabrication.

- Les risques environnementaux : les principales participations concernées par les risques environnementaux sont celles qui ont une activité industrielle, notamment celles qui intègrent, ou ont intégré, des opérations de fonte et d'usinage de métaux, de moulage de matières plastiques et de traitement de surface.

- Les risques sur matières premières et prix : les principales participations concernées par les risques sur matières premières et prix sont celles qui utilisent dans le processus de fabrication des matières soumises à des fluctuations de cours (l'or, l'argent, le rhodium, le palladium, le cuivre, le nickel, le laiton et le zinc). Les coûts d'achat de ces matières peuvent fluctuer de façon importante. Le risque réside donc en la capacité pour ces participations à répercuter ces variations dans les prix de vente.

## Informations sur les acquisitions d'actions propres

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action d'Edify par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité.

À la clôture de l'exercice, Edify détient 1 328 actions propres, représentant 0,03 % du capital social. La valeur de ses actions propres est de 52,36 € par action.

## Existence de succursale

Edify S.A. a une succursale suisse à Genève dénommée Edify S.A. Luxembourg, succursale du Grand-Saconnex.

## Développement futur probable

Les nouvelles capacités financières d'Edify lui permettront de poursuivre ses investissements et d'envisager des acquisitions plus importantes.

## Affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose de reporter le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élevant à 30 407 477,11 €.



---

# Documents financiers

---

# CONSOLIDÉS

<b>COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ</b>	<b>15</b>
<b>BILAN CONSOLIDÉ ACTIF</b>	<b>16</b>
<b>BILAN CONSOLIDÉ PASSIF</b>	<b>17</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE</b>	<b>18</b>
<b>GÉNÉRAL</b>	<b>19</b>
<b>FAITS MARQUANTS</b>	<b>19</b>
<b>ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXES AUX DOCUMENTS COMPTABLES CONSOLIDÉS</b>	<b>19</b>
Note 1 – Principes comptables	
Note 2 – Périmètre	
Note 3 – Données liées à l'activité	
Note 4 – Immobilisations corporelles et incorporelles	
Note 5 – Capitaux propres	
Note 6 – Éléments financiers	
Note 7 – Détails du tableau de flux de trésorerie	
Note 8 – Provisions	
Note 9 – Éléments liés au personnel	
Note 10 – Impôts courants et différés	
Note 11 – Engagements hors bilan	
Note 12 – Participations dans les entreprises associées et informations relatives aux parties liées	
Note 13 – Honoraires	
Note 14 – États financiers au format	



# Documents financiers consolidés

## Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Notes	31/12/17	31/12/16
Chiffre d'affaires	NOTE 3	461 871	413 672
Autres produits de l'activité	NOTE 3	6 799	5 876
Achats consommés		-207 782	-180 819
Charges de personnel		-138 406	-128 712
Charges externes		-64 781	-57 441
<b>EBITDA</b>		<b>57 700</b>	<b>52 576</b>
Dotations aux amortissements		-16 375	-15 141
Dotations aux provisions courantes		583	-266
<b>EBITA</b>		<b>41 908</b>	<b>37 170</b>
Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués	NOTE 4	-1 464	-580
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>		<b>40 444</b>	<b>36 590</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	NOTE 3	-5 619	-5 232
Gain/perte sur cession d'actifs immobilisés d'exploitation		-214	-110
Dépréciation des écarts d'acquisition	NOTE 4	-4 989	-3 754
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>		<b>29 622</b>	<b>27 495</b>
<i>Produits financiers liés aux placements</i>		981	613
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>		-2 847	-2 581
Coût de l'endettement net		-1 866	-1 968
Autres produits et charges financiers		5 442	601
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	NOTE 6	<b>3 575</b>	<b>-1 367</b>
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>33 197</b>	<b>26 128</b>
Impôts sur les bénéfices	NOTE 10	-12 796	-10 512
Quote-part de résultat des entreprises associées	NOTE 11	1 001	639
<b>RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>21 403</b>	<b>16 255</b>
Résultat attribuable au Groupe		21 929	16 214
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-527	41



## Bilan consolidé actif au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Notes	31/12/17 Net	31/12/16 Net
<b>Actifs non courants</b>			
Écarts d'acquisition	NOTE 4	34 121	13 661
Immobilisations incorporelles nettes	NOTE 4	46 592	13 098
Immobilisations corporelles nettes	NOTE 4	131 230	105 840
Participations dans les entreprises associées	NOTE 12	11 197	11 661
Actifs financiers	NOTE 6	18 552	17 905
Autres créances		421	30
Impôts différés actifs	NOTE 10	11 992	14 802
Engagements envers le personnel	NOTE 9	450	1 519
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>254 555</b>	<b>178 515</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	NOTE 3	131 580	120 277
Clients	NOTE 3	87 046	79 644
Autres créances	NOTE 3	12 622	9 175
Actifs d'impôt exigible		8 292	3 853
Actifs financiers	NOTE 6	206	294
Trésorerie et équivalents de trésorerie	NOTE 6	103 744	66 965
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>343 491</b>	<b>280 207</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>598 046</b>	<b>458 723</b>



## Bilan consolidé passif au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Notes	31/12/17	31/12/16
<b>Capitaux propres</b>			
Capital		4 860	4 860
Prime		242 384	242 141
Autres réserves		-1 560	-15 062
Résultat de la période		21 929	16 214
<b>PART GROUPE</b>		<b>267 613</b>	<b>248 153</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		17 371	14 324
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>NOTE 5</b>	<b>284 984</b>	<b>262 477</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Provisions non courantes	NOTE 8	3 665	3 086
Autres passifs financiers	NOTE 6	151 522	57 198
Autres dettes		149	129
Engagements envers le personnel	NOTE 9	9 395	13 835
Impôts différés passifs	NOTE 10	16 970	7 769
Instruments dérivés passifs		-1	1
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>181 700</b>	<b>82 019</b>
<b>Passifs courants</b>			
Provisions courantes	NOTE 8	3 048	2 853
Autres passifs financiers	NOTE 6	41 655	39 558
Fournisseurs	NOTE 3	48 587	38 255
Autres dettes	NOTE 3	36 766	31 524
Dettes d'impôt		1 272	2 037
Instruments dérivés passifs		33	-
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>131 361</b>	<b>114 227</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>598 046</b>	<b>458 723</b>



## Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	31/12/17	31/12/16
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>21 403</b>	<b>16 255</b>
Dotations aux amortissements/actif (sauf actif courant)		31 384	20 677
Dotation/reprise de provisions/passif		336	813
Gains et pertes latents liés aux variations de justes valeurs		18	-
Gains et pertes de change latents		739	-238
Charges calculées liées aux engagements de retraite envers le personnel		-3 620	2 008
<b>Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables</b>		<b>28 856</b>	<b>23 259</b>
Résultat sur cession d'actifs et autres		-4 624	3 452
Quote-part de résultat des entreprises associées		-992	-630
Charge d'impôt différé		1 954	-2 432
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>46 596</b>	<b>39 904</b>
Coût de l'endettement financier net (hors éléments non décaissables)		1 868	1 968
Dividendes des sociétés non consolidées		-65	-14
Charges d'impôt (hors impôts différés)		10 856	12 937
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	NOTE 7	2 247	-13 192
Impôts versés		-15 823	-10 249
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)</b>		<b>45 679</b>	<b>31 353</b>
Décaissements liés aux acquisitions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		-29 565	-20 386
- d'actifs financiers non courants		-12 270	-7 416
Encaissements liés aux cessions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		996	801
- d'actifs financiers non courants		11 627	1 642
Variation des actifs financiers courants		72	195
Acquisitions de sociétés, nettes de la trésorerie acquise	NOTE 7	-48 427	-7 898
Cessions de sociétés, nettes de la trésorerie cédée		42	-
Dividendes versés par les entreprises associées		64	67
Dividendes versés par les sociétés non consolidées		65	14
Intérêts reçus		453	593
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (B)</b>		<b>-76 943</b>	<b>-32 388</b>
Augmentation des emprunts		98 832	27 635
Remboursement des emprunts		-22 885	-17 088
Augmentation nette des capitaux propres des filiales		438	4 587
Dividendes versés et acomptes		-469	-226
Intérêts payés		-2 695	-2 553
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT ET DE CAPITAL (C)</b>		<b>73 220</b>	<b>12 354</b>
Incidence des variations des écarts de conversion sur la trésorerie (E)		-372	103
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE (A+B+C+D+E)</b>		<b>41 584</b>	<b>11 422</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	NOTE 7	<b>48 980</b>	<b>37 553</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	NOTE 7	<b>90 564</b>	<b>48 980</b>



## Général

Edify S.A. (ci-après Edify) est une holding industrielle constituée à Luxembourg le 16 septembre 2014 en vertu de la loi du Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme pour une durée illimitée. Le siège social de la société est situé au 6, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Le numéro d'inscription de la société au Registre de Commerce et des Sociétés est le B190500.

Edify est cotée sur le marché Euro-MTF de la Bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour les couvertures de piscines, les agitateurs de tanks à lait et les équipements d'aqua fitness), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), les **Usines Métallurgiques de Vallorbe** (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Thermocompact** (l'un des spécialistes des fils de haute technicité (notamment pour l'usinage par électroérosion) et du revêtement de surface par métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Ligier Group** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis) et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

## Faits marquants

- L'usufruit temporaire, détenu par Roger Pellenc et ses associés, portant sur 51,36 % des titres de la société Pellenc S.A., est arrivé à échéance en avril 2017. En conséquence, Edify est devenue à cette date détentrice de la pleine propriété de la totalité des titres de la société.
- Le 20 juillet 2017, le groupe Zurflüh-Feller a fait l'acquisition de la société Eckermann pour 7,7 M€, lui permettant de devenir le n°2 sur le marché allemand des composants pour stores et volets roulants. Un écart d'acquisition de 3,6 M€ a été constaté dans les comptes d'Edify.
- Le 27 juillet 2017, Edify a cédé pour 3,9 M€ sa participation de 25 % dans Sofilab 4, holding de détention de La Buvette, leader des matériels d'abreuvement et de conten-

tion pour les bovins, ovins, caprins et équins. Cette cession a dégagé un multiple de 2,2 fois la mise de fonds initiale.

- Le 22 septembre 2017, Edify a fait l'acquisition de la totalité du capital de Thermo Technologies, holding du groupe Thermocompact, l'un des spécialistes des fils de haute technicité (notamment pour l'usinage par électroérosion) et du revêtement de surface par métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique. Une Offre Publique d'Achat suivie d'un retrait obligatoire ont été réalisés au cours du dernier trimestre 2017 permettant à Thermo Technologies de détenir 100 % des titres de Thermocompact au 31 décembre 2017. Après réévaluation des actifs et allocation de 24,6 M€ à la clientèle, un écart d'acquisition résiduel de 19,6 M€ a été comptabilisé.
- Le 7 décembre 2017, le groupe Thermocompact a fait l'acquisition des actifs de Diamond Materials Tech Inc., le spécialiste du fil diamant de découpe de haute précision de Meyer Burger, lui facilitant ainsi l'accès au marché américain pour l'ensemble de ses activités.
- Enfin, le 12 décembre 2017, Edify a cédé sa participation minoritaire dans Babeau-Seguín, constructeur de maisons individuelles. Cette cession a dégagé un multiple de 2,4 fois la mise de fonds initiale.

## Événements post-clôture

Il n'y a pas eu d'évènement post-clôture qui pourrait avoir un impact matériel sur les comptes annuels consolidés.

## Annexes aux documents comptables consolidés

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTE I – PRINCIPES COMPTABLES

### 1. COMPTES CONSOLIDÉS – BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique.



Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Edify au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère et sur la base de méthodes comptables homogènes.

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes au 31 décembre. Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont établis selon les lois et règlements applicables à cette date au Grand-Duché de Luxembourg. Toutefois la présentation du compte de résultat et du bilan ne reprend pas strictement les dispositions prévues par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Une définition des principaux agrégats est donnée en Note 1.8 et une correspondance avec la nouvelle loi est présentée en Note 14.

## 2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation dépendent du type de contrôle de l'entité mère sur sa filiale :

**Contrôle exclusif**, lorsque la société mère :

- détient la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
- est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

**Contrôle conjoint**, lorsque la société mère comprise dans la consolidation dirige conjointement avec une ou plusieurs entreprises non comprises dans la consolidation, une autre entreprise.

**Influence notable**, lorsque la société mère exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière de la filiale. La société mère est présumée avoir une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle détient au moins 20 % de ses droits de vote.

Les sociétés sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. Les sociétés sous contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement. Les sociétés sous influence notable sont mises en équivalence.

## 3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

L'établissement de comptes consolidés conduit la Direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui

affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. La Direction revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- la dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels dont l'évaluation repose notamment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation, des valeurs terminales,
- les engagements de retraite dont l'évaluation se fonde sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles,
- les provisions pour risques et charges,
- les impôts différés actifs sur les déficits.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés annuels, les jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues ont été mis à jour des derniers indicateurs retenus pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre, le Groupe revoit ses indicateurs de performance et procède, le cas échéant, à des tests de dépréciation s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

## 4. TEST DE PERTE DE VALEUR

À chaque clôture, le Groupe détermine s'il y a un indice de perte de valeur durable d'un actif, en s'assurant que la valeur nette comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable. Sa valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur, diminuée des coûts de vente, et sa valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable est supérieure à la valeur nette comptable de l'actif à la clôture de la période, aucune dépréciation n'est constatée.

Si, au contraire, cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation de la différence est constatée en compte de résultat.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une tran-



saction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie, estimés sur la base des plans ou budgets sur cinq ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux d'évolution constant ou décroissant, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt, qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. Dans certains cas, les flux de trésorerie sont estimés sur des durées plus longues. Une justification en est alors fournie.

Pour les actifs incorporels (hors écarts d'acquisition) et corporels à durée de vie définie, une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. L'impact est comptabilisé dans le compte de résultat. Les dépréciations des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

## 5. COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS EN DEVICES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2017 ont été établis en euros.

Lors de leur comptabilisation initiale, les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, dans les comptes individuels :

- les éléments non-monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont maintenus au taux historique,
- les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat, exceptés les gains de change latents.

## 6. CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie est différente de celle de la société mère sont convertis en euros :

- les actifs et passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture,

- les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours,

- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les différences de change latentes, ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères, sont inscrites en écarts de conversion en capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement, date à laquelle elles sont reconnues en résultat. Aucune filiale significative du Groupe n'est située dans un pays dont l'économie est hyper inflationniste.

## 7. DISTINCTION COURANT / NON COURANT

Le bilan est présenté en distinguant les éléments courants (actifs et passifs à court terme) des éléments non courants (actifs et passifs à long terme).

Le résultat opérationnel se compose d'éléments courants et non courants. Les éléments non courants sont de nature extraordinaire et classés sur une ligne spécifique du compte de résultat : « Autres produits et charges opérationnels non courants », après le Résultat Opérationnel Courant (cf. Note 3.2).

Ces éléments sont reclassés dans la Note 14, afin de respecter la présentation requise par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## 8. DÉFINITION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS

**EBITDA** : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissements et dépréciations, et provisions pour risques et charges courantes.

**EBITA** : Earnings Before Interest, Taxes and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissement des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisition.

**EFN** : Endettement Financier Net. Il correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions et des différés de règlement à caractère financier (crédit-vendeur). Il ne tient pas compte des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État (cf. Note 6.4).

## 9. CHANGEMENT DE MÉTHODES ET D'ESTIMATIONS COMPTABLES

Les changements de méthodes ou d'estimations comptables font l'objet d'une note incluant la nature du changement et son impact sur les comptes annuels.



## NOTE 2 – PÉRIMÈTRE

### SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2017

Toutes les sociétés clôturent leur exercice au 31 décembre.

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/17	% d'intérêt 31/12/17	% d'intérêt 31/12/16
Edify S.A.	Luxembourg (Luxembourg)	(mère)	(mère)	(mère)
<b>SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE</b>				
Financière Développement SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
de Buyer Industries	Val d'Ajol (France)	100,00	95,00	95,00
de Buyer.com	Val d'Ajol (France)	100,00	95,00	95,00
de Buyer Inc.	Los Angeles (États-Unis))	100,00	95,00	95,00
Marlux	Val d'Ajol (France)	100,00	95,00	95,00
de Buyer GmbH	Saarbrücken (Allemagne)	100,00	95,00	-
Financière Nouveau Monde S.A.	Miribel (France)	100,00	92,06	92,06
Sirem SAS	Miribel (France)	100,00	92,06	92,06
Aqua System Design SAS	Miribel (France)	100,00	61,68	92,06
Sirem Immobilier SNC	Miribel (France)	100,00	92,06	92,06
Aswell (liquidation 2017)	Miribel (France)	-	-	46,03
Provence Nouveau Monde	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Pellenc	Pertuis (France)	100,00	98,37	100,00
Pellenc America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	98,37	100,00
Pellenc Australia	Adelaïde (Australie)	100,00	98,37	100,00
Pellenc China	Dongguan (Chine)	100,00	98,37	100,00
Pellenc Languedoc Roussillon	Lézignan (France)	100,00	63,94	65,00
Pellenc Maroc	Marrakech (Maroc)	100,00	98,37	100,00
Pellenc Slovensko	Nové Mesto (Slovaquie)	100,00	98,37	100,00
Pellenc Sud America	Santiago (Chili)	100,00	98,37	100,00
Pellenc Ibérica	Jaen (Espagne)	100,00	98,37	79,60
Pellenc Italia	Colle Val d'Elsa (Italie)	100,00	98,37	99,48
Pellenc Deutschland	Kappelrodeck (Allemagne)	100,00	98,37	100,00
Pellenc Honk Kong	Honk Kong	100,00	98,37	100,00
Sofonlec	Perpignan (France)	100,00	63,94	65,00
Pellenc Bordeaux Charentes	Saint-Laurent-Médoc (France)	100,00	98,37	100,00
PERA - Pellenc S.A.	Florensac (France)	100,00	98,37	100,00
Pellenc Bâtiments	Pertuis (France)	100,00	98,37	99,00
Pellenc South Africa	Paarl (Afrique du Sud)	100,00	98,37	100,00
Pellenc HD SAS	Igé (France)	100,00	98,37	100,00
PERA America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	98,37	100,00
FDS Financière Développement Suisse S.A.	Vallorbe (Suisse)	100,00	87,78	87,78
Usines Metallurgiques de Vallorbe S.A.	Vallorbe (Suisse)	100,00	66,06	66,06
NMP SAS	Cluses (France)	100,00	99,83	99,83
Zurflüh-Feller Holding SAS	Autechoux Roide (France)	100,00	99,83	99,83
Zurflüh-Feller SAS	Autechoux Roide (France)	100,00	99,83	99,83
Eckermann	Schmitten (Allemagne)	100,00	99,83	-
CERF EURL	Autechoux Roide (France)	100,00	99,83	99,83
Profilmar	Marseille (France)	100,00	99,83	99,83
Profilinnov	Maracineni (Roumanie)	100,00	99,83	99,83
Financière du Jura	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Thermo Technologies	Anancy (France)	100,00	100,00	-
Thermocompact	Anancy (France)	100,00	100,00	-
FSP-One SAS	Pont de Chéruy (France)	100,00	100,00	-
FSP-One Inc.	Franklin (États-Unis)	100,00	100,00	-
TSDM	Tournes (France)	100,00	70,00	-
HWA	Ho Chi Minh City (Vietnam)	100,00	100,00	-
IWT	Colorado Springs (États-Unis)	100,00	100,00	-



## SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2017 (Suite)

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/17	% d'intérêt 31/12/17	% d'intérêt 31/12/16
<b>SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE</b>				
Gaviota Simbac, S.L.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota S.p.a.	Megazzo (Italie)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac, S.L. Sucursal Portugal	Sintra (Portugal)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Middle East, S.A.L.	Zouk Mosbeh (Liban)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Simbac America S.A.	Santo Domingo (Rép. Dominicaine)	46,50	39,53	39,53
Gaviota Simbac México, S.A. de C.V.*	México (Mexique)	-	-	46,04
Gaviota Simbac Marruecos, SARL	Nador (Maroc)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Eastern Europe, S.R.L.	Bucarest (Roumanie)	46,50	46,50	23,25
Huella Platina, S.A.	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	41,85
Toldos y Persianas de Gaviota, S.A.	Barrio La Sonrisa (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Revolution S.R.L.U.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	23,25
Gaviota Brasil, S.A.	Sao Paulo (Brésil)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Central Europe s.r.o.	Trnava (Slovaquie)	46,50	46,50	46,50
Persianas y Toldos Europeos sa cv	México (Mexique)	46,50	46,04	46,50
Gaco Aluminium Solution SAS	Bogota (Colombie)	46,50	46,50	46,50
Bandalux Uruguay S.A.	Rivera (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vista Sublime	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Nordalur	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	23,25
Gaviota France SAS	Perpignan (France)	46,50	46,50	46,50
Gaviota USA LLC	Wilmington (États-Unis)	46,50	46,50	46,50
Bestende	Bellusco (Italie)	46,50	32,55	32,55
Eurolock	Santiago (Chili)	46,50	23,25	23,25
GLP	Sinaloa (Mexique)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Peru	Lima (Pérou)	46,50	46,04	-
Gaviota Costa Rica	San José (Costa Rica)	46,50	41,85	-
Avenida Perez Galdos	Valencia (Espagne)	46,50	46,50	-
FilPel Bobinas	Barbastro (Espagne)	49,19	49,19	50,00
Volentieri Pellenc	Poggibonsi (Italie)	49,19	49,19	50,00
<b>SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE</b>				
Sofilab 4 (cession 2017)	Tournes (France)	-	-	25,00
ACT Vinicole	Laverune (France)	48,20	48,20	49,00
Aceper SL	Ourense (Espagne)	16,83	16,83	16,83
Masventava	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Inversiones	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Gaviota Caribe	Santo Domingo (Rép. Dominicaine)	16,28	16,28	16,28
Copen Fabric SL	Alicante (Espagne)	23,25	23,25	-
Ligier Développement	Abrest (France)	31,52	31,52	31,52

\* Fusion 2017



## NOTE 3 – DONNÉES LIÉES À L'ACTIVITÉ

### 1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constitué par l'ensemble des produits des activités ordinaires des sociétés intégrées.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires sont constatés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de leur livraison au client final.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 461,9 M€ au 31 décembre 2017. Il se répartit géographiquement de la manière suivante :

En millions d'euros	31/12/17	%	31/12/16	%
Europe	363,4	79 %	337,4	82 %
<i>dont France</i>	187,3	41 %	185,5	45 %
<i>dont Espagne</i>	60,0	13 %	55,0	13 %
<i>dont Italie</i>	38,1	8 %	33,8	8 %
<i>dont Allemagne</i>	31,4	7 %	24,6	6 %
Amériques	51,3	11 %	40,9	10 %
Asie	23,4	5 %	10,6	3 %
Afrique	14,5	3 %	15,8	4 %
Océanie	9,2	2 %	9,0	2 %
<b>TOTAL</b>	<b>461,9</b>	<b>100 %</b>	<b>413,7</b>	<b>100 %</b>

Les autres produits de l'activité s'élèvent à 6,8 M€ au 31 décembre 2017, contre 5,9 M€ au 31 décembre 2016.

### 2. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Pour rappel, le Résultat Opérationnel Courant reflète la performance de l'entreprise et représente la Résultat Opérationnel excluant à la fois les produits et charges opérationnels non courants, les gains et pertes sur cessions d'actifs immobilisés d'exploitation et les dépréciations des écarts d'acquisition.

Les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre de regroupement d'entreprises sont comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant.

Les autres charges et produits opérationnels non courants correspondent aux éléments exceptionnels, inhabituels, anormaux et peu fréquents et particulièrement significatifs,

qui seraient de nature à fausser la lecture de la performance consolidée du Groupe. Ils intègrent notamment des plus ou moins-values sur cessions d'actifs corporels et incorporels, des plus ou moins-values sur cessions de titres de participations consolidés par intégration globale ou proportionnelle, des coûts de restructuration et des provisions qui seraient de nature à perturber la lisibilité du Résultat Opérationnel Courant.

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
Dotation/reprise sur provisions non courantes	-8 559	-1 033
Autres éléments non courants	2 940	-4 199
<i>Produits non courants</i>	3 951	371
<i>Charges non courantes</i>	-1 011	-4 570
<b>Autres produits et charges opérationnels non courants</b>	<b>-5 619</b>	<b>-5 232</b>

Une perte de valeur durable a été identifiée sur les actifs des Usines Métallurgiques de Vallorbe, une dépréciation de 7,9 M€ a été constatée sur l'exercice.

Les produits non courants sont constitués à hauteur de 3,4 M€ des écarts actuariels liés aux éléments non financiers des retraites des Usines Métallurgiques de Vallorbe.

Pour rappel, les charges non courantes de 2016 intégraient 3 M€ d'ajustement du complément sur le prix d'acquisition des titres de Pellenc.

### 3. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût de revient, déterminé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Dans le cadre du processus de consolidation, la valeur des stocks au bilan consolidé exclut les profits internes réalisés lors de la vente des produits entre deux sociétés du Groupe, si ces produits figurent toujours en stock dans une société du Groupe à la date de clôture.



En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
<b>Valeurs brutes</b>		
Matières premières et autres approvisionnements	62 373	53 570
Produits finis et marchandises	86 563	83 328
<b>TOTAL</b>	<b>148 936</b>	<b>136 897</b>
Dépréciations	-17 357	-16 620
<b>Valeurs nettes</b>	<b>131 580</b>	<b>120 277</b>

#### 4. CLIENTS ET FOURNISSEURS

Les créances clients et les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale. Une correction pour dépréciation est constatée pour les créances dont le recouvrement paraît compromis.

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
<b>Créances clients brutes</b>	<b>91 710</b>	<b>83 709</b>
Dépréciations	-4 663	-4 065
<b>Créances clients nettes</b>	<b>87 046</b>	<b>79 644</b>

Le poste fournisseurs s'élève à 48 587 K€ au 31 décembre 2017, contre 38 255 K€ au 31 décembre 2016.

## NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

### 1. ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors d'une entrée dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Un écart d'acquisition est calculé par différence entre la somme des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise évalués individuellement à leur juste valeur et la contrepartie transférée (coût global d'acquisition) évaluée à la juste valeur des actifs remis.

L'écart d'acquisition résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de l'actif net ré-estimé à la date d'acquisition est traité de la manière suivante :

### 5. AUTRES CRÉANCES ET DETTES COURANTES

#### Autres créances courantes

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
<b>Valeurs brutes</b>		
Créances sur le personnel	403	338
Autres taxes (dont TVA)	8 121	6 638
Charges constatées d'avance	2 617	1 939
Autres créances	1 481	261
<b>TOTAL</b>	<b>12 622</b>	<b>9 175</b>

#### Autres dettes courantes

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
Dettes sociales	24 365	21 769
Dettes fiscales	8 224	6 828
Produits constatés d'avance	2 433	1 631
Fournisseurs d'immobilisations	978	648
Autres	766	648
<b>TOTAL</b>	<b>36 766</b>	<b>31 524</b>

- l'écart d'acquisition positif est comptabilisé en tant qu'actif incorporel amortissable,
- l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé au compte de résultat si à la date d'acquisition, il correspond :
  - à la prévision d'une évolution défavorable des résultats futurs de l'entreprise concernée,
  - à la prévision de charges qu'elle occasionnera,
  - à une plus-value réalisée.

Dans les autres cas, il est comptabilisé en provisions pour risques et charges.



L'écart d'acquisition n'est pas alloué aux parts minoritaires. En contrepartie, les ajustements de juste valeur des actifs et passifs identifiables (écarts d'évaluations) sont répartis entre la part du Groupe et celle des minoritaires.

L'écart d'acquisition positif est généralement amorti sur cinq ans. Il peut être amorti sur une période supérieure à cinq ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention dans l'annexe avec une indication des motifs.

Les amortissements des écarts d'acquisition ne peuvent être repris.

### Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Valeur
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>13 661</b>
Incidence des variations de périmètre	25 598
Incidence des variations du cours de change	-34
Dotation aux amortissements	-5 104
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>34 121</b>

Sur l'exercice 2017, trois principales entrées de périmètre ont eu lieu. L'écart d'acquisition résiduel de Thermo Technologies, après réévaluation des terrains, bâtiments et du stock et après affectation à la clientèle et aux brevets (cf. Note 4.2), s'élève à 19,6 M€ et est amorti sur cinq ans. Les écarts d'acquisition liés à l'acquisition d'Eckermann et à l'acquisition des actifs de Diamond Materials Tech Inc. s'élèvent respectivement à 3,6 M€ et 2,1 M€ et sont amortis sur cinq ans, au prorata de la date d'acquisition.

Au 31 décembre 2017, le poste se compose donc principalement des écarts d'acquisition nets de Thermo Technologies (18,6 M€), de de Buyer (7 M€) et d'Eckermann (3,2 M€).

## 2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition ou au coût de revient, minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Chaque actif fait l'objet d'un test de dépréciation s'il y a un indice de perte de valeur durable.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les frais d'établissement qui sont retraités dans les comptes consolidés pour être éliminés et considérés comme des charges de l'exercice,
- les logiciels qui sont évalués à leur coût d'acquisition, et sont amortis selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue,

- les brevets : seuls les brevets acquis et les frais de dépôts y afférents sont activés. Ils sont amortis linéairement sur leur durée de protection juridique. Les frais de renouvellement des brevets sont constatés en charges de l'exercice,

- les frais de développement qui sont immobilisés sous plusieurs conditions :

- ils doivent correspondre aux dépenses engagées par l'entreprise dans ce domaine pour son propre compte ;
- ils doivent offrir des chances raisonnables de réussite technique et de rentabilité commerciale ;
- il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants ;
- son coût, ou sa valeur, peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les dépenses de développement engagées pour le compte d'un client ne sont pas immobilisées et sont inscrites parmi les charges de l'exercice.

Les frais de développement sont en général amortis sur cinq ans à partir de la date de leur inscription à l'actif.

Les coûts ultérieurs sont généralement constatés en charges de l'exercice.

En cas d'échec d'un projet, les frais de développement correspondants doivent immédiatement faire l'objet d'un amortissement intégral.

Les frais de recherche sont inscrits parmi les charges de l'exercice.

- les marques sont évaluées et portées à l'actif du bilan dans le cadre d'acquisitions. Ces actifs incorporels sont à durée de vie indéfinie et font l'objet de tests de dépréciation quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés (indices de perte de valeur). En l'absence de dépôt, la marque n'est pas immobilisée et les frais engagés sont comptabilisés en compte de résultat,

- la relation clientèle, valorisée en actif incorporel, représente la valeur du portefeuille clients de la société à la date d'acquisition. Cette valeur est déterminée à partir de la rentabilité future dégagée par les principaux clients de la société actuellement en portefeuille, en tenant compte d'un taux de perte de clients, taux déterminé à partir des données historiques de la société. La rentabilité dégagée par ces clients est mesurée à partir de la performance financière attendue de la société en termes de marge d'EBITA, à laquelle sont déduits les impôts, le financement des autres actifs (corporels et marque) et du besoin en fond de roulement.



## Variation des immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Actifs incorporels alloués	Frais de développement	Brevets et marques	Logiciels	Autres	En-cours et avances	Total 2017
Valeur brute au 31 décembre 2016	10 100	1 948	2 427	7 461	1 744	169	23 849
Acquisitions	-	44	97	868	216	643	1 868
Cessions	-	-174	-	-481	-10	-30	-695
Incidence des variations du cours de change	-	-	-8	-130	-2	-	-141
Incidence des variations de périmètre	33 124	976	2 902	3	-3	5	37 006
Autres mouvements	-	105	21	-	-	-122	3
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>43 224</b>	<b>2 898</b>	<b>5 439</b>	<b>7 720</b>	<b>1 944</b>	<b>665</b>	<b>61 890</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016	-773	-1 316	-1 558	-6 218	-886	-	-10 751
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-1 464	-433	-38	-501	-268	-	-2 704
Cessions	-	169	-	473	-	-	642
Incidence des variations du cours de change	-	-	3	119	-	-	121
Incidence des variations de périmètre	-	-363	-2 274	-3	1	-	-2 638
Autres mouvements	-	-	-12	29	14	-	32
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>-2 237</b>	<b>-1 943</b>	<b>-3 879</b>	<b>-6 101</b>	<b>-1 138</b>	<b>-</b>	<b>-15 298</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>40 987</b>	<b>955</b>	<b>1 560</b>	<b>1 619</b>	<b>806</b>	<b>665</b>	<b>46 592</b>
							<b>Total 2016</b>
Valeur brute au 31 décembre 2015	10 100	2 080	2 381	7 137	1 749	130	23 578
Acquisitions	-	42	27	342	158	280	849
Cessions	-	-238	-	-246	-10	-	-494
Incidence des variations du cours de change	-	-	1	16	-99	-1	-82
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	64	17	213	-54	-241	-
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>10 100</b>	<b>1 948</b>	<b>2 427</b>	<b>7 461</b>	<b>1 744</b>	<b>169</b>	<b>23 849</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2015	-193	-1 249	-1 527	-5 969	-652	-	-9 590
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-580	-292	-30	-464	-244	-	-1 611
Cessions	-	225	-	229	10	-	464
Incidence des variations du cours de change	-	-	-	-13	-	-	-14
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>-773</b>	<b>-1 316</b>	<b>-1 558</b>	<b>-6 218</b>	<b>-886</b>	<b>-</b>	<b>-10 751</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2016</b>	<b>9 327</b>	<b>631</b>	<b>869</b>	<b>1 243</b>	<b>857</b>	<b>169</b>	<b>13 098</b>

Dans le cadre de l'acquisition de Thermo Technologies, une partie de l'écart d'acquisition a été alloué à la relation clientèle (24,6 M€) et aux brevets (0,9 M€). Thermo Technologies avait fait l'acquisition en janvier 2017 de la société TSDM avec une relation clientèle évaluée à 7,6 M€. Ces relations clientèles sont amorties sur 15 ans, les brevets sur 10 ans.



### 3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Hors regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur séparément de l'écart d'acquisition positif.

Les coûts d'entretien courants sont constatés en charge de l'exercice. La valeur d'une immobilisation dont l'utilisation est limitée dans le temps est amortie sur sa durée d'utilisation. L'amortissement se fait sur la valeur comptable du bien et ne prend pas en compte de valeur résiduelle.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation ci-après :

- constructions : 20 à 40 ans,
- agencement et installations : 10 à 20 ans,
- matériels et outillages industriels : 5 à 10 ans,
- véhicules : 3 à 5 ans,
- mobilier : 4 à 10 ans.

Une correction pour dépréciation est constatée à chaque fois qu'une immobilisation a une valeur inférieure à celle inscrite au bilan et que cette diminution de valeur aura un caractère durable.

#### Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Cons-tructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres	En-cours et avances	Total 2017
Valeur brute au 31 décembre 2016	8 966	84 361	151 441	19 027	8 624	272 420
Acquisitions	933	4 868	5 723	2 578	11 663	25 765
Cessions	-182	-1 196	-2 772	-830	-	-4 980
Incidence des variations du cours de change	-18	-1 975	-3 416	-352	-244	-6 006
Incidence des variations de périmètre	962	18 590	36 537	2 091	3 496	61 675
Autres mouvements	2 575	5 576	4 497	946	-12 766	829
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>13 236</b>	<b>110 225</b>	<b>192 010</b>	<b>23 459</b>	<b>10 774</b>	<b>349 705</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016	-1 819	-36 400	-114 585	-13 776	-	-166 580
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-346	-4 085	-17 300	-1 857	-	-23 588
Cessions	151	728	1 947	704	-	3 530
Incidence des variations du cours de change	-	1 150	2 604	231	-	3 986
Incidence des variations de périmètre	-20	-8 619	-25 960	-1 450	-	-36 048
Autres mouvements	-56	-18	697	-396	-	227
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>-2 089</b>	<b>-47 245</b>	<b>-152 597</b>	<b>-16 544</b>	<b>-</b>	<b>-218 475</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>11 147</b>	<b>62 980</b>	<b>39 413</b>	<b>6 915</b>	<b>10 774</b>	<b>131 230</b>
						<b>Total 2016</b>
Valeur brute au 31 décembre 2015	8 856	78 726	140 259	17 731	6 604	252 176
Acquisitions	47	2 742	4 326	1 455	11 246	19 815
Cessions	-	-532	-2 446	-1 067	-	-4 045
Incidence des variations du cours de change	22	358	449	96	3	928
Incidence des variations de périmètre	-	-	69	96	-	165
Autres mouvements	41	3 067	8 783	717	-9 228	3 381
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>8 966</b>	<b>84 361</b>	<b>151 441</b>	<b>19 027</b>	<b>8 624</b>	<b>272 420</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2015	-1 572	-32 767	-103 532	-12 729	-	-150 601
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-251	-3 332	-9 984	-1 646	-	-15 213
Cessions	-	371	2 021	835	-	3 228
Incidence des variations du cours de change	-	-158	-257	-59	-	-474
Incidence des variations de périmètre	-	-	-65	-58	-	-123
Autres mouvements	4	-514	-2 768	-119	-	-3 397
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>-1 819</b>	<b>-36 400</b>	<b>-114 585</b>	<b>-13 776</b>	<b>-</b>	<b>-166 580</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2016</b>	<b>7 147</b>	<b>47 961</b>	<b>36 856</b>	<b>5 251</b>	<b>8 624</b>	<b>105 840</b>

En 2017, les variations de périmètre concernent principalement les actifs liés à l'acquisition de Thermo Technologies.



#### 4. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat de bail est assorti d'une option d'achat. Les actifs financés dans le cadre de contrats de location-financement sont principalement constitués de biens immobiliers. Ils sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de la juste valeur des biens loués et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations acquises via des contrats de location-financement sont amorties selon les mêmes durées que celles décrites précédemment si le Groupe estime qu'il

obtiendra la propriété de l'actif au terme du contrat. Dans le cas contraire, l'actif est déprécié sur la base de la durée la plus courte entre la durée d'utilisation de l'actif et la durée du contrat. Les contrats sont qualifiés de location opérationnelle lorsque la location n'est pas assortie d'une option d'achat. En revanche, des services complémentaires tels que l'entretien des biens loués, sont souvent compris dans une convention de location opérationnelle. Les sommes versées au titre des locations opérationnelles sont enregistrées en charges de la période, à compter de la prise d'effet du contrat (et non de la date de début d'utilisation du bien).

##### Contrats de location

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Total 2017
Valeur brute au 31 décembre 2016	1 071	10 953	24 658	36 682
Acquisitions	-	5	562	567
Cessions	-	-	-810	-810
Incidence des variations du cours de change	-	-	-374	-374
Incidence des variations de périmètres	-	-	6 931	6 931
Autres mouvements	812	-944	-83	-215
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>1 883</b>	<b>10 014</b>	<b>30 885</b>	<b>42 782</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016	-177	-2 324	-17 434	-19 936
Dotations aux amortissements de la période et corrections de valeurs	-45	-400	-1 406	-1 851
Cessions	-	-	318	318
Incidence des variations du cours de change	-	-	76	76
Incidence des variations de périmètres	-	-	- 5017	- 5017
Autres mouvements	-36	42	206	212
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>-258</b>	<b>-2 683</b>	<b>-23 257</b>	<b>-26 198</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>1 625</b>	<b>7 331</b>	<b>7 628</b>	<b>16 584</b>
				<b>Total 2016</b>
Valeur brute au 31 décembre 2015	1 071	10 992	24 174	36 238
Acquisitions	-	54	1 189	1 243
Cessions	-	-	-106	-106
Incidence des variations du cours de change	-	-	38	38
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-94	-637	-730
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>1 071</b>	<b>10 953</b>	<b>24 658</b>	<b>36 682</b>
Amortissement cumulé au 31 décembre 2015	-153	-1 922	-16 188	-18 262
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-24	-435	-1 740	-2 199
Cessions	-	-	76	76
Incidence des variations du cours de change	-	-	-2	-2
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	32	420	452
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>-177</b>	<b>-2 324</b>	<b>-17 434</b>	<b>-19 936</b>
<b>VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2016</b>	<b>894</b>	<b>8 629</b>	<b>7 224</b>	<b>16 746</b>



## NOTE 5 – CAPITAUX PROPRES

### 1. PRINCIPALES VARIATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
<b>Capitaux Propres part Groupe Ouverture</b>	<b>248 153</b>	<b>227 439</b>
Résultat exercice	21 929	16 214
Parts bénéficiaires (cf. Note 11)	243	4 587
Écarts de conversion	-3 023	82
Divers	311	-169
<b>Capitaux Propres part Groupe</b>	<b>267 613</b>	<b>248 153</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	17 371	14 324
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>284 984</b>	<b>262 477</b>

Au 31 décembre 2017, le capital souscrit d'Edify S.A. s'élève à 4,86 M€, contre 4,86 M€ au 31 décembre 2016, et est représenté par 4 860 000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, intégralement libérées.

Conformément aux normes luxembourgeoises, les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de cinq ans (cf.

Note 4.1). Les capitaux propres consolidés sont affectés par les amortissements des écarts d'acquisition pour un montant de 5,1 M€ sur l'exercice 2017 (cf. Note 4.1).

Pour rappel, les écarts d'acquisition de 34,2 M€ déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture pour les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014 ont été immédiatement déduits des réserves.

### 2. ACTIONS PROPRES

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité. Ces actions propres sont comptabilisées à l'actif du bilan en tant que valeurs mobilières de placement.

Au 31 décembre 2017, le Groupe possède 0,1 M€ d'actions propres, contre 0,1 M€ au 31 décembre 2016, dans le cadre d'un contrat de liquidité. Conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, Edify S.A. a constitué une réserve indisponible du même montant.

## NOTE 6 – ÉLÉMENTS FINANCIERS

### 1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est composé de :

- coût de l'endettement net constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement ou de l'excédent financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux,
- écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) (cf. Note 9),
- autres produits et charges financiers constitués des produits et des charges de nature financière et non opérationnelle et qui ne font pas partie du coût de l'endettement net, dont les plus ou moins-values de cession de titres de participations consolidés par mise en équivalence, ou non consolidés.

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
Coût de l'endettement financier net	-1 866	-1 968
<i>Produits financiers liés aux placements</i>	<i>981</i>	<i>613</i>
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-2 847</i>	<i>-2 581</i>
Effets de change	-1 792	494
Charges financières liées aux écarts actuariels	2 044	-68
Autres produits et charges financiers	5 190	175
<b>Résultat financier</b>	<b>3 575</b>	<b>-1 367</b>

Les produits financiers liés aux écarts actuariels sont principalement dus aux gains réalisés de 2,1 M€ sur les actifs de retraite des Usines Métallurgiques de Vallorbe.

Les autres produits financiers sont essentiellement dus aux cessions d'actifs financiers et à la cession de la participation de 25 % de Sofilab 4, ayant généré une plus-value de 1,9 M€.

### 2. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au prix d'acquisition ou au coût de revient. Ils sont réévalués à la date de clôture du bilan pour leur valeur d'inventaire. La valeur comptable et la valeur d'inventaire sont comparées et une correction pour dépréciation est obligatoirement constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur de l'immobilisation financière.

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
Titres de participations non contrôlés	10 840	10 504
Créances obligataires non cotées convertibles en actions	5 351	5 554
Prêts	1	186
Autres	2 566	1 954
<b>Actifs financiers non courants &amp; courants</b>	<b>18 759</b>	<b>18 199</b>
Exigibles dans le délai d'1 an	206	294
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>18 552</b>	<b>17 905</b>



Les créances obligataires correspondent aux obligations convertibles émises par la holding de Ligier group au profit d'Edify (5,4 M€). Les intérêts de l'année liés à ces créances obligataires sont capitalisés. La rubrique « Autres » concerne essentiellement les dépôts et cautionnements.

### 3. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts et les autres dettes porteuses d'intérêts sont évalués à leur valeur nominale. Leur évaluation ultérieure s'effectue à la valeur de remboursement. Les frais et primes d'émission d'emprunts sont comptabilisés à l'actif et sont amortis sur la durée de vie de l'emprunt. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés en charges de l'exercice.

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
Emprunts auprès des établissements de crédit	176 561	73 136
Crédits-bails	13 163	13 720
Emprunts et dettes financières divers	3 453	9 901
<b>Passifs financiers non courants &amp; courants</b>	<b>193 178</b>	<b>96 757</b>
Exigibles dans le délai d'1 an	41 655	39 558
<b>Passifs financiers non courants</b>	<b>151 522</b>	<b>57 198</b>

La hausse des emprunts auprès des établissements de crédit s'explique principalement par les emprunts souscrits pour l'acquisition de Thermo Technologies ainsi que par les dettes de Thermo Technologies acquises.

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
À 1 an au plus	41 655	39 558
Plus d'1 an et moins de 5 ans	90 722	43 936
À plus de 5 ans	60 801	13 263
<b>TOTAL</b>	<b>193 178</b>	<b>96 757</b>

Les dettes financières garanties par des nantissements, hypothèques ou gages s'élèvent à 83 M€ au 31 décembre 2017.

#### Covenants

Au 31 décembre 2017, Edify dispose d'autorisations d'emprunts à moyen terme (lignes de crédit confirmées) totalisant 120 M€ auprès de cinq établissements bancaires. Dans le cadre de l'acquisition de Thermo Technologies, Edify a mobilisé 30 M€ de sa ligne de crédit. La mise à disposition de ces financements par les établissements de crédit est soumise à l'engagement pris par Edify de respecter deux covenants financiers (dettes financières nettes sociales/Actif Net Réévalué et dettes financières nettes élargies/Actif Net Réévalué élargi). Edify respecte l'ensemble de ses covenants au 31 décembre 2017. Sirem, de Buyer, Zurflüh-Feller et Thermo Technologies, dans le cadre de leur dette « LBO », respectent également, au 31 décembre 2017, leurs covenants respectifs.

### 4. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'Endettement Financier Net correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix ou paiements différés sur les acquisitions, et des différés de règlement à caractère financier. Il ne tient pas compte des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État. La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et découverts bancaires) et aux liquidités en caisse. Les équivalents de trésorerie sont principalement des OPCVM qui correspondent à des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement défavorable de valeur.

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
Passifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	192 623	89 797
Actifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	12	269
Trésorerie et équivalents de trésorerie	103 744	66 965
<b>Endettement Financier Net (hors complément de prix et différés de paiement)</b>	<b>88 867</b>	<b>22 563</b>
Complément de prix et différés de paiement sur les acquisitions	521	6 913
<b>Endettement Financier Net total</b>	<b>89 388</b>	<b>29 476</b>

### 5. INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés sont comptabilisés en hors bilan sauf :

- lorsqu'ils ont une moins value latente et dans ce cas une provision doit être constituée,
- lorsqu'il s'agit d'instruments de couverture qui viennent alors compenser leur sous-jacent.

À la clôture de l'exercice, le Groupe dispose d'instruments financiers dérivés évalués à 33 K€.



## NOTE 7 – DÉTAILS DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

### 1. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	31/12/17
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>48 980</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	66 965
Découverts bancaires	-17 985
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>90 564</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	103 744
Découverts bancaires	-13 180

### 2. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En milliers d'euros	31/12/17
Variation des stocks nets	-122
Variation des clients nets	3 664
Variation des fournisseurs	3 161
Variation des autres créances et dettes	-4 456
<b>Variation du Besoin en Fonds de Roulement</b>	<b>2 247</b>

### 3. ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS, NETTES DE TRÉSORERIE ACQUISE

En milliers d'euros	Eckermann	Thermo Technologies	Total 2017
Écart d'acquisition	3 606	19 594	23 200
Immobilisations incorporelles nettes	-	34 370	34 370
Immobilisations corporelles nettes	2 406	23 240	25 646
Immobilisations financières nettes	-	2	2
Impôts différés actifs	-	176	176
Stocks	733	12 690	13 423
Clients	334	12 102	12 436
Autres créances courantes	359	1 904	2 263
Autres actifs financiers courants	-	157	157
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	1 286	9 506	10 792
Créances d'impôt	-	693	693
Provisions non courantes	-38	-118	-156
Autres passifs financiers non courants	-	-35 018	-35 018
Engagements envers le personnel	-206	-3 944	-4 150
Fournisseurs	-158	-8 387	-8 545
Autres dettes courantes	-231	-2 892	-3 123
Dettes d'impôt	-19	-10 506	-10 525
Participations ne donnant pas le contrôle & impact options de vente sur situation nette	-4	-2 419	-2 423
<b>Prix d'acquisition payé (dont frais d'acquisition)</b>	<b>8 069</b>	<b>51 150</b>	<b>59 219</b>
Moins : trésorerie acquise	-1 286	-9 506	-10 792
<b>Flux net de trésorerie résultant de l'acquisition déduction faite de la trésorerie acquise</b>	<b>6 783</b>	<b>41 644</b>	<b>48 427</b>



## NOTE 8 – PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. La perte qui fait l'objet d'une provision doit se rapporter à un risque parfaitement

identifié. Le risque étant inhérent à la notion d'entreprise il ne pourrait être constitué une provision pour couvrir des risques généraux.

Le montant de la provision doit être ensuite adapté en fonction de l'évolution du montant prévisible de la perte.

### 1. PROVISIONS NON COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2017
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	2 252	234	601	3 086
Dotations	130	533	10	673
Reprises utilisées	-	-25	-23	-48
Reprises non utilisées	-	-32	-115	-147
Incidence des variations de change	-28	-	-	-28
Variation de périmètre	27	32	11	70
Autres mouvements	-	-4	63	59
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>2 381</b>	<b>738</b>	<b>547</b>	<b>3 665</b>
				<b>Total 2016</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	1 590	769	190	2 549
Dotations	657	10	471	1 138
Reprises utilisées	-	-11	-60	-71
Reprises non utilisées	-	-253	-	-253
Incidence des variations de change	6	-	-	6
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-281	-	-281
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>2 252</b>	<b>234</b>	<b>601</b>	<b>3 086</b>

### 2. PROVISIONS COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2017
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	1 354	413	1 086	2 853
Dotations	227	660	135	1 022
Reprises utilisées	-	-346	-72	-418
Reprises non utilisées	-	-267	-133	-400
Incidence des variations de change	-	-	-9	-9
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	505	-505	-
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>1 581</b>	<b>965</b>	<b>502</b>	<b>3 048</b>
				<b>Total 2016</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	1 952	68	1 386	3 406
Dotations	-598	120	789	311
Reprises utilisées	-	-17	-940	-957
Reprises non utilisées	-	-39	-153	-192
Incidence des variations de change	-	-	4	4
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	281	-	281
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>1 354</b>	<b>413</b>	<b>1 086</b>	<b>2 853</b>



## NOTE 9 – ÉLÉMENTS LIÉS AU PERSONNEL

### 1. EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2017 est de 3 319 salariés (incluant 100 % des effectifs des entités intégrées proportionnellement ou achetées en cours d'année), contre 2 832 salariés au 31 décembre 2016.

### 2. AVANTAGES DU PERSONNEL

Concernant les engagements en matière de retraite, le Groupe, se conformant à la réglementation et aux usages en vigueur dans chaque pays, participe à des régimes de retraite ou accorde des indemnités et avantages au départ des salariés. Un recensement de ces avantages accordés a été réalisé.

Dans quelques cas limités où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme qui en résulte est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié est probable ou certaine.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leurs engagements faisant l'objet d'une dette sous la rubrique « Engagements envers le personnel ».

Les différents régimes à prestations définies sont les suivants :

- les régimes d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC) pour l'ensemble des sociétés françaises en application des conventions collectives en vigueur,
- les régimes de retraite à prestations définies dans les filiales internationales.

L'intégralité des écarts actuariels nets d'impôts différés est reconnue immédiatement en résultat. Les écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) sont comptabilisés en résultat financier.

Le coût des services passés, désignant l'accroissement d'une obligation suite à l'introduction d'un nouveau régime ou d'une modification d'un régime existant est comptabilisé immédiatement en charges.

Les charges relatives à ce type de régimes sont comptabilisées en charge de personnel et en charge financière.

Les réductions, les règlements et les coûts des services passés sont comptabilisés en Résultat Opérationnel Courant ou en « Autres produits et charges financiers » selon leur nature. La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Les médailles du travail sont qualifiées comme étant des avantages à long terme octroyés aux salariés et sont provisionnées sur la base d'une évaluation actuarielle à chaque clôture.

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
Dettes de retraite et engagements assimilés	9 395	13 835
Actifs de retraite (fonds)	450	1 519
<b>Engagement Net</b>	<b>8 945</b>	<b>12 317</b>

Les principaux engagements de retraite se retrouvent dans les filiales françaises pour lesquelles un taux d'actualisation de 1,5 % a été retenu.

Au 31 décembre 2017, les passifs de retraite des Usines Métallurgiques de Vallorbe sont couverts par les actifs. Un taux d'actualisation de 0,65 % a été retenu.

### 3. RÉMUNÉRATIONS BRUTES ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration s'élèvent à 269 K€ pour l'année 2017, contre 276 K€ pour l'année 2016.



## NOTE 10 – IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

### IMPÔTS COURANTS

Pour rappel, une convention d'intégration fiscale signée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 entre la société Provence Nouveau Monde (PNM) et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à au moins 95 % par Edify S.A. Il s'agit d'une intégration fiscale horizontale conclue pour une durée indéterminée.

Selon la convention, le bénéfice d'impôt lié à l'intégration fiscale, calculé par différence entre l'impôt réellement payé dans le cadre du résultat fiscal Groupe et la somme des impôts payables individuellement, est imputable à PNM, société tête de Groupe.

Les sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale au 31 décembre 2017 sont : Provence Nouveau Monde, NMP, Financière Développement, ZFH, Zurflüh-Feller, Cerf, Profilmar, de Buyer Industries, de Buyer.com et Financière du Jura.

Au 31 décembre 2017, l'économie d'impôt réalisée grâce aux déficits transmis par les filiales déficitaires est considérée comme un produit d'impôt.

En cas de sortie du groupe d'intégration fiscale, les filiales sortantes sont indemnisées par PNM selon des modalités appréciées d'un commun accord lors de la sortie au vu des éléments de faits constatés à cette date.

À ce jour, il n'y a pas de déficit d'ensemble reportable.

### IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôt différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs établies selon les règles fiscales et sur les retraitements réalisés en consolidation dans le cadre de la mise en conformité avec les normes comptables du Groupe (conception étendue du calcul des impôts différés). Les actifs d'impôt différés ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable, c'est-à-dire que leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou qu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

Les impôts différés relatifs aux déficits fiscaux des sociétés sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent,
- il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant que les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés n'expirent,
- les pertes fiscales non utilisées résultent de causes identifiables qui ne se reproduiront vraisemblablement pas,
- les opportunités liées à la gestion fiscale de l'entité généreront un bénéfice imposable pendant l'exercice au cours duquel les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

S'il n'est pas probable que l'entité disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
Impôts courants	-10 856	-12 937
Impôts différés	- 1 940	2 425
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>-12 796</b>	<b>-10 512</b>



Voici une analyse par nature des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/17 Actif	31/12/16 Actif	Impact Compte de résultat 2017
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	6 707	8 396	-541
IDA liés aux retraites	2 208	2 375	-1 155
IDA liés aux méthodes de provisions	1 087	327	-544
IDA liés aux dettes fiscales et sociales	1 649	1 861	-517
IDA liés aux justes valeurs	1 042	1 239	-393
Impôts différés sur marges internes	5 285	6 406	-924
<b>TOTAL</b>	<b>11 992</b>	<b>14 802</b>	<b>-1 465</b>
	<b>Passif</b>	<b>Passif</b>	
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	16 525	7 380	-419
IDP liés à la relation clients	10 036	3 211	762
IDP liés aux justes valeurs des immobilisations	1 532	984	95
IDP liés aux crédits-bails	1 441	557	176
IDP liés aux différences sur les amortissements	3 187	2 161	-775
IDP liés à l'activation des frais de développement	298	207	45
Impôts différés sur marges internes	445	389	-56
<b>TOTAL</b>	<b>16 970</b>	<b>7 769</b>	<b>-475</b>

## NOTE II – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/17	31/12/16
Loyers restant à payer sur locations simples	5 607	5 388
Autres engagements donnés	7 178	3 899
<b>Engagements donnés</b>	<b>12 786</b>	<b>9 288</b>
Garanties d'actifs et de passifs	22 304	20 940
Lignes de crédit non utilisées	102 042	65 794
<b>Engagements reçus</b>	<b>124 346</b>	<b>86 734</b>
Options d'achats d'actifs	16 164	13 611
<b>Engagements réciproques</b>	<b>16 164</b>	<b>13 611</b>

Les autres engagements donnés intègrent un engagement de rachat des 30 % de minoritaires de TSDM pour 4,6 M€. Au cours des exercices 2016 et 2017, Edify a émis 474 859 parts bénéficiaires pour un montant nominal total de 4 835 138,08 €. Au cours de ces exercices, la Société a pris un engagement et une option de rachat en vue d'acquérir

la propriété de ces parts bénéficiaires. Selon l'évaluation au 31 décembre 2017 effectuée par le management, ce rachat impacterait ses fonds propres à hauteur de 3,7 M€. Edify a également d'autres engagements liés à des options d'achat sur des titres. Globalement, ses engagements s'élèvent 10,9 M€ et surviendront entre 2019 et 2023.



## NOTE 12 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

### 1. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées regroupent les sociétés consolidées par mise en équivalence qui, au 31 décembre 2017, sont principalement composés de Ligier (8,3 M€) et d’Aceper SL (1,8 M€).

La participation dans la société Sofilab 4, valorisée à 2,1 M€, a été cédée sur l’exercice.

En milliers d’euros	31/12/17	31/12/16
Quote-part de capitaux propres à l’ouverture	11 661	3 703
Variation de périmètre	-1 401	7 378
Quote-part de résultat de la période	1 001	639
Dividendes versés	-64	-67
Autres mouvements	-	8
<b>Quote-part de capitaux propres à la clôture</b>	<b>11 197</b>	<b>11 661</b>

### 2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l’entité qui établit ses états financiers. Les parties liées sont :

- la société mère,
- les filiales,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Conseil d’Administration.

#### Transactions avec les parties liées

En dehors des transactions entre Edify et ses filiales, qui se trouvent retraitées dans le cadre des comptes consolidés, et des rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d’Administration (cf. Note 9.3), il n’existe aucune transaction avec les autres parties liées.

## NOTE 13 - HONORAIRES

Les honoraires perçus par le principal réviseur légal s’élèvent à 323 k€, dont 313 k€ au titre des prestations d’audit des comptes de l’exercice 2017.

En milliers d’euros	31/12/17	31/12/16
Total des honoraires directement liés à la certification des comptes du Groupe Edify	313	226
<i>Émetteur</i>	96	85
<i>Filiales intégrées globalement</i>	217	141
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (juridique, fiscal, social)	10	7
<b>TOTAL</b>	<b>323</b>	<b>233</b>



## NOTE 14 - ÉTATS FINANCIERS AU FORMAT DE LA LOI LUXEMBOURGEOISE

Les états financiers ci-dessous retiennent une présentation conforme à l'amendement de la Loi du 10 août 1915 voté le 19 décembre 2015 et entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	2017	2016	Correspondance avec les comptes présentés
<b>1. Chiffre d'affaires net</b>	<b>461 871</b>	<b>413 672</b>	Chiffre d'affaires
<b>2. Variations du stock de produits finis et en cours de fabrication</b>	<b>2 776</b>	<b>10 522</b>	Achats consommés
<b>3. Travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>4. Autres produits d'exploitation</b>	<b>6 799</b>	<b>5 876</b>	Autres produits de l'activité
<b>5. a) Consommation de marchandises</b> et de matières premières et consommables	<b>-204 543</b>	<b>-185 457</b>	Achats consommés
<b>5. b) Autres charges externes</b>	<b>-4 437</b>	<b>-4 069</b>	Achats consommés
<b>6. Frais de personnel</b>	<b>-138 406</b>	<b>-128 712</b>	Charges de personnel
<i>a. salaires et traitements</i>	<i>-106 098</i>	<i>-97 940</i>	
<i>b. charges sociales couvrant les salaires et traitements</i>	<i>-29 002</i>	<i>-27 498</i>	
<i>c. pensions complémentaires</i>	<i>-1 782</i>	<i>-1 940</i>	
<i>d. autres frais de personnel</i>	<i>-1 525</i>	<i>-1 334</i>	
<b>7. Corrections de valeur</b>	<b>-24 747</b>	<b>-20 743</b>	
<i>a. sur des frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>-16 375</i>	<i>-15 141</i>	Dotations aux amortissements
<i>b. sur provisions courantes</i>	<i>583</i>	<i>-266</i>	Dotations aux provisions courantes
<i>c. sur provisions non courantes</i>	<i>-887</i>	<i>126</i>	Autres produits et charges opérationnels non courants
<i>d. sur écarts d'acquisition</i>	<i>-4 989</i>	<i>-3 754</i>	Dépréciation des écarts d'acquisition + earn out
<i>e. sur actifs incorporels alloués</i>	<i>-1 464</i>	<i>-580</i>	Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués
<i>f. sur stocks</i>	<i>-1 578</i>	<i>-1 815</i>	Achats consommés
<i>g. sur éléments de l'actif circulant</i>	<i>-37</i>	<i>685</i>	Charges externes
<b>8. Autres charges d'exploitation</b>	<b>-69 690</b>	<b>-63 594</b>	Charges externes + Autres produits et charges opérationnels non courants
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>29 622</b>	<b>27 495</b>	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>
<b>9. Produits provenant de participations</b>	<b>-5 711</b>	<b>-1 678</b>	Autres produits et charges financiers
<b>10. Produits des éléments financiers de l'actif circulant</b>	<b>1 664</b>	<b>2 102</b>	Autres produits et charges financiers
<b>11. Autres intérêts et produits assimilés</b>	<b>981</b>	<b>613</b>	Produits financiers liés au placement
<b>12. Corrections de valeur sur immobilisations financières</b> et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>13. Intérêts et charges assimilés</b>	<b>6 642</b>	<b>-2 405</b>	
<i>a. concernant des entreprises liées</i>	<i>10 839</i>	<i>1 912</i>	Autres produits et charges financiers
<i>b. charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-2 847</i>	<i>-2 581</i>	Charges financières liées à l'endettement
<i>c. autres intérêts et charges</i>	<i>-1 350</i>	<i>-1 735</i>	Autres produits et charges financiers
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>3 575</b>	<b>-1 367</b>	<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>
<b>14. Impôts sur le résultat</b>	<b>-12 796</b>	<b>-10 512</b>	Impôts sur les bénéfices
<b>15. Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence</b>	<b>1 001</b>	<b>639</b>	Quote-part de résultat des entreprises associées
<b>16. Résultat après impôts sur le résultat</b>	<b>21 403</b>	<b>16 255</b>	
<b>17. Autres impôts</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>18. Résultat de l'exercice</b>	<b>21 403</b>	<b>16 255</b>	<b>RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>



## ACTIF

En milliers d'euros	31/12/17 Net	31/12/16 Net	Correspondance avec les comptes présentés
<b>A. Actif immobilisé</b>	<b>241 899</b>	<b>162 458</b>	
<b>I. Immobilisations incorporelles</b>	<b>46 592</b>	<b>13 098</b>	Immobilisations incorporelles nettes
1. Frais de Recherche et Développement	954	631	
2. Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires	10 068	6 959	
3. Fonds de commerce, dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux	34 903	5 338	
4. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	667	170	
<b>II. Écart d'acquisition</b>	<b>34 121</b>	<b>13 661</b>	Écarts d'acquisition
<b>III. Immobilisations corporelles</b>	<b>131 230</b>	<b>105 840</b>	Immobilisations corporelles nettes
1. Terrains et constructions	74 127	55 108	
2. Installations techniques et machines	39 415	36 856	
3. Autres installations, outillages et mobiliers	6 914	5 251	
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	10 774	8 624	
<b>IV. Immobilisations financières</b>	<b>29 956</b>	<b>29 860</b>	
1. Parts dans les entreprises liées	11 197	11 661	Participations dans les entreprises associées
2. Participations et titres ayant le caractère d'immobilisations	10 852	10 479	Actifs financiers courants et non courants
3. Autres Prêts	7 907	7 719	Actifs financiers courants et non courants
<b>V. Impôts différés actifs</b>	<b>11 992</b>	<b>14 802</b>	Impôts différés actifs
<b>B. Actif circulant</b>	<b>341 539</b>	<b>279 523</b>	
<b>I. Stocks</b>	<b>131 580</b>	<b>120 277</b>	Stocks
1. Matières premières et consommables	53 605	45 058	
2. Produits finis et marchandises	77 975	75 219	
<b>II. Créances</b>	<b>106 215</b>	<b>92 282</b>	
1. Créances résultant de ventes et prestations de services	87 046	79 644	Clients
2. Créances sur des entreprises liées	-	1	Trésorerie et équivalents de trésorerie
3. Créances envers le personnel	450	1 519	Engagements envers le personnel
4. Autres créances	18 718	11 118	Autres créances + Actif d'impôt exigible
<b>III. Valeurs mobilières</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>IV. Avoirs en banques, avoirs en ccp, chèques et en caisse</b>	<b>103 744</b>	<b>66 965</b>	Trésorerie et équivalents de trésorerie
<b>C. Comptes de régularisation</b>	<b>2 617</b>	<b>1 939</b>	Autres créances
<b>TOTAL DU BILAN ACTIF</b>	<b>598 046</b>	<b>458 723</b>	



## PASSIF

En milliers d'euros	31/12/17 Net	31/12/16 Net	Correspondance avec les comptes présentés
<b>A. Capitaux propres</b>	<b>284 984</b>	<b>262 477</b>	
<b>I. Capital souscrit</b>	<b>4 860</b>	<b>4 860</b>	Capital
<b>II. Primes d'émissions et primes assimilées</b>	<b>242 384</b>	<b>242 141</b>	Prime
<b>III. Réserves de réévaluations</b>	-	-	
<b>IV. Réserves</b>	<b>-1 560</b>	<b>-15 062</b>	Autres réserves
<b>V. Résultats reportés</b>	-	-	
<b>VI. Résultat de l'exercice (Part Groupe)</b>	<b>21 929</b>	<b>16 214</b>	Résultat de la période
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>17 371</b>	<b>14 324</b>	Participations ne donnant pas le contrôle
<b>B. Provisions</b>	<b>16 108</b>	<b>19 774</b>	
1. Provisions pour pension et obligations similaires	9 395	13 835	Engagements envers le personnel
2. Provisions pour impôts	-	-	
3. Autres provisions	6 713	5 939	Provisions non courantes et courantes
<b>C. Impôts différés passifs</b>	<b>16 970</b>	<b>7 769</b>	<b>Impôts différés passifs</b>
<b>D. Dettes non subordonnées</b>	<b>277 551</b>	<b>167 070</b>	
1. Emprunts obligataires envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Dettes envers des établissements de crédit et divers*	193 043	96 756	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	41 521	39 558	Autres passifs financiers courants
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	151 522	57 198	Autres passifs financiers non courants
3. Acomptes reçus sur commandes	-	-	
4. Dettes sur achats et prestations de services	48 587	38 255	Fournisseurs
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	48 587	38 255	
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
5. Dettes sur immobilisations	978	648	Autres dettes courantes
6. Dettes représentées par des effets de commerce	-	-	
7. Dettes envers les entreprises liées	139	8	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	139	8	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
8. Dettes envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
9. Dettes fiscales et sociales	33 860	30 634	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	33 860	30 634	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
10. Autres dettes	944	768	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	762	638	Autres dettes courantes + Dettes d'impôts
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	182	130	Autres dettes non courantes
<b>E. Comptes de régularisation</b>	<b>2 433</b>	<b>1 633</b>	
<b>TOTAL DU BILAN PASSIF</b>	<b>598 046</b>	<b>458 723</b>	

\* Ce poste intégrait au 31 décembre 2016 un complément de prix sur acquisition pour un montant de 6,9 M€ (cf. Note 6).



---

Rapport

---

# DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ



# Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Aux actionnaires de  
Edify S.A.  
6, Boulevard d'Avranches  
L-1160 Luxembourg

## Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

### OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Edify S.A. et de ses filiales (le « Groupe ») comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2017 ainsi que le compte de profits et pertes consolidé pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg.

### FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISA ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces lois et normes, sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le « Code de l'IESBA »), tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF, ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion consolidé mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers consolidés.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.



## RESPONSABILITÉS DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ POUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA, telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA, telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à pour-

suivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

### Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion consolidé, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Ernst & Young  
Société anonyme  
Cabinet de révision agréé

Jeannot Weyer

Luxembourg, le 30 avril 2018



**Edify mai 2018**

**Réalisation :** Explorations 

**Photos :**

P.2 - Sémaphore photo

P.3 - Vincent Flamion (X Septembre Gallery S.A.)





**EDIFY S.A.**  
**Société anonyme**

**Siège Social**

6, Boulevard d'Avranches  
1160 Luxembourg  
Luxembourg  
RSC Luxembourg B 190 500  
Tél. : +352 24 83 16 20

**Succursale du Grand-Saconnex**

29, route de l'Aéroport  
CP 230  
1215 Genève  
Suisse  
Tél. : +41 22 710 05 27

[www.edify-investmentpartner.com](http://www.edify-investmentpartner.com)  
[contact@edify-investmentpartner.com](mailto:contact@edify-investmentpartner.com)